La reconstruction en Libye : Impact des conflits et transformations géopolitiques sur la stabilité régionale

إعادة البناء في ليبيا: تأثير النزاعات والتحولات الجيوسياسية على الاستقرار الإقليمي



AKKAK Rania[1*], **MACHRI Morsi** [2]

[1] Laboratoire de recherche sur le développement
des législations économiques, Université de Tissemsilt
rania.akak@univ-tissemsilt.dz

[2] Laboratoire de recherche sur le développement
des législations économiques, Université de Tissemsilt
morsi.machri@cuniv-tissemsilt.dz

Date de transmission: 22/03/2025, date d'acceptation:.28/05/2025, date depublication: 01/06/ 2025

****

Résumé:

La Libye, située au carrefour stratégique de l'Afrique subsaharienne, de l'Afrique du Nord et de la Méditerranée, est en proie au chaos depuis 2011. L'effondrement de l'autorité centrale et la prolifération des milices armées ont intensifié les conflits internes et attiré des ingérences géopolitiques majeures. Les rivalités récentes entre puissances mondiales, telles que la Russie, la Turquie, la France et les États-Unis, ont accentué cette instabilité, chaque acteur soutenant des factions opposées pour protéger ses intérêts stratégiques. Sur le plan interne, la Libye doit relever des défis cruciaux, notamment la réconciliation, le désarmement et l'instauration d'une gouvernance équitable. Une reconstruction nationale durable nécessitera des efforts internationaux concertés.
Mots-clés : Libye, conflits internes, sécurité régionale, désarmement, reconstruction nationale.

ملخص:

تتمتع ليبيا بموقع استراتيجي يجعلها نقطة التقاء بين إفريقيا جنوب الصحراء الكبرى، شمال إفريقيا، ومنطقة البحر الأبيض المتوسط، إلا أنها تواجه حالة من عدم الاستقرار منذ عام 2011. فقد أدى انهيار السلطة المركزية وانتشار الميليشيات المسلحة إلى تفاقم النزاعات الداخلية واستقطاب تدخلات جيوسياسية واسعة النطاق. كما أسهمت المنافسة بين القوى العالمية، مثل روسيا وتركيا وفرنسا والولايات المتحدة، في تعميق حالة عدم الاستقرار، حيث يدعم كل طرف فصائل متناحرة للحفاظ على مصالحه الإستراتيجية. داخليًا، تواجه ليبيا تحديات رئيسية، من بينها تحقيق المصالحة الوطنية، نزع السلاح، وإرساء حوكمة عادلة. ولضمان إعادة بناء وطنية مستدامة يتطلب الأمر جهودًا دولية منسقة.
الكلمات المفتاحية: ليبيا، النزاعات الداخلية، الأمن الإقليمي، نزع السلاح، إعادة البناء الوطني.

* **Auteur Correspondant**

Introduction:

La Libye occupe une position géostratégique centrale, à l'interface de l'Afrique subsaharienne, de l'Afrique du Nord et du bassin méditerranéen. Cette localisation en fait un carrefour historique des échanges économiques, culturels et humains, mais elle en fait également un espace d'exposition aux tensions géopolitiques majeures. Depuis la chute brutale du régime de Mouammar Kadhafi en 2011, le pays traverse une crise profonde et prolongée, marquée par la fragmentation du territoire, l'effondrement des institutions étatiques et la prolifération des acteurs armés non étatiques. L'absence d'un pouvoir central légitime et la concurrence entre gouvernements rivaux ont transformé la Libye en un terrain de luttes internes exacerbées par des ingérences étrangères, où s'entrelacent intérêts locaux, régionaux et internationaux.

Les répercussions de cette instabilité dépassent largement les frontières libyennes. Sur le plan sécuritaire, la Libye s'est imposée comme un point nodal du trafic illicite d'armes, de la mobilité de groupes armés transnationaux et des flux migratoires non régulés, contribuant à la déstabilisation de l'ensemble de la région sahélo-saharienne. C'est dans ce contexte régional dégradé qu'émerge l'Alliance des États du Sahel, constituée en 2023 par le Mali, le Burkina Faso et le Niger, à la suite de coups d'État militaires dans chacun de ces pays. Ce regroupement, présenté comme un instrument de défense collective et de souveraineté régionale, apparaît en réalité comme un symptôme des bouleversements politiques profonds que connaît le Sahel. Il signale un éloignement progressif de ces États des cadres traditionnels de coopération régionale, notamment la CEDEAO, et illustre une tendance inquiétante à l'enracinement d'ordres militaires. Ainsi, loin de constituer une simple réponse tactique aux menaces sécuritaires, cette alliance ouvre la voie à de nouvelles configurations géopolitiques incertaines, potentiellement génératrices de tensions accrues et d'isolement diplomatique.

Parallèlement, malgré des ressources naturelles considérables, notamment en hydrocarbures, la Libye peine à redéployer son économie, freinée par la fragmentation institutionnelle et la vulnérabilité chronique de ses infrastructures. La population civile, quant à elle, demeure prisonnière d'un quotidien marqué par l'insécurité, la précarité et l'absence de services publics fonctionnels. Dans ce contexte de délitement prolongé, les perspectives de reconstruction de l'État libyen soulèvent des enjeux particulièrement complexes. Réconciliation entre factions rivales, désarmement et intégration des milices, redéploiement équitable des ressources économiques, mais aussi coordination avec les acteurs

internationaux et régionaux : autant de défis majeurs qui imposent une lecture fine des dynamiques locales et transnationales.

Problématique centrale :

Comment la Libye peut-elle sortir du cycle de violence et d'instabilité, dans un contexte marqué par des divisions internes profondes (tribus, milices), des transformations géopolitiques régionales - telles que la recomposition des alliances au Sahel - et des interventions étrangères multiples, afin d'engager un processus de reconstruction nationale durable et légitime ?

Pour étudier cette problématique, nous analyserons successivement trois axes principaux :

- **Les conflits en Libye : Origines et dynamiques** : Cet axe examinera les causes profondes de la fragmentation post-2011, en distinguant d'une part les facteurs internes (vacuum institutionnel, rivalités tribales, prolifération des armes) et d'autre part les influences extérieures (appui militaire des puissances régionales, logiques de guerre par procuration).
- **L'impact des conflits sur la stabilité régionale :** Il s'agira ici d'évaluer les retombées de l'instabilité libyenne sur la sécurité transfrontalière, les flux migratoires et l'économie du Sahel et de la Méditerranée, en confrontant données statistiques et témoignages de terrain.
- **Les défis de la reconstruction nationale en Libye** : Ce dernier axe identifie les freins structurels (désarmement, gouvernance, rivalités géopolitiques) et formule des recommandations stratégiques pour favoriser une sortie de crise durable, fondée sur une gouvernance inclusive et un désengagement progressif des acteurs extérieurs.

A)-Les conflits en Libye : Origines et dynamiques :

1)- Origines des conflits :

Depuis 2011, la Libye est plongée dans un chaos politique et sécuritaire, illustrant les conséquences complexes de la chute soudaine d'un régime autoritaire. L'effondrement du pouvoir central sous Mouammar Kadhafi a créé un vide institutionnel profond, aggravé par l'incapacité des forces révolutionnaires à se rassembler sous une même autorité. Ces groupes, issus de différentes régions et tribus, ont exacerbé les divisions historiques entre la Tripolitaine, la Cyrénaïque et le Fezzan.[1]

[1]Jean-Yves Moisseron et Nadia Belalimat, "L'après-Kadhafi : nouveaux défis en Libye et au Sahel", **Open Edition Books**,p73- p90.
https://books.openedition.org/editionscnrs/22854?lang=fr

L'enracinement profond du système tribal dans la société libyenne constitue également un obstacle majeur à la mise en place d'un État centralisé.[1] Ce système privilégie les loyautés locales et communautaires, ce qui fragmente davantage le pays et empêche l'émergence d'une autorité nationale unifiée et acceptée par tous.

La prolifération incontrôlée des armes constitue également un facteur aggravant. Les stocks militaires laissés après la chute de Kadhafi ont fait de la Libye une source majeure d'armement illégal pour des groupes insurgés dans toute la région du Sahel. Des armes libyennes ont notamment été retrouvées entre les mains de groupes rebelles au Mali et au Tchad, alimentant des conflits transfrontaliers.[2]

La circulation accrue d'armements a consolidé les moyens opérationnels des groupes terroristes présents dans la région sahélo-saharienne, notamment Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) et l'État islamique dans le Grand Sahara (EIGS).[3]Ces armements ont servi à mener des attaques contre les États voisins, étendant ainsi l'instabilité libyenne au-delà de ses frontières.[4]

2)- Le rôle des acteurs externes :

La situation en Libye reflète également les rivalités géopolitiques à l'échelle internationale. De nombreuses puissances étrangères ont exploité le vide politique laissé par l'effondrement du régime pour faire avancer leurs propres intérêts stratégiques et économiques. Parmi ces acteurs, les Émirats arabes unis et l'Égypte ont apporté leur soutien au général Khalifa Haftar, leader présumé de l'Armée nationale libyenne (ANL), afin de limiter l'influence islamiste et de sécuriser leurs propres frontières. Leur soutien s'est traduit par une aide militaire directe, notamment des livraisons d'armements et des opérations de renseignement.[5]

En parallèle, la Turquie a joué un rôle majeur en soutenant le Gouvernement d'union nationale (GNA) basé à Tripoli. Ce soutien, à la fois logistique et militaire, a permis à Ankara de renforcer son influence en Méditerranée orientale. La Turquie a également signé des accords maritimes

---

[1]Aomar BAGHZOUZ, "Géopolitique de la crise libyenne: Enjeux, stratégies et prospective", **STRATEGIA**,N° 17 premier semestre 2022, p08.

[2] Forces Operations Blog, **Les armes Libyennes alimentent le conflit au Sahel**, 2021. https://www.forcesoperations.com/amp/les-armes-libyennes-alimentent-le-conflit-au-sahel/

[3]**Conflits Revue de Géopolitique,**"Les frontières libyennes : nouveau levier de la stratégie russe en Afrique du Nord et au Sahel", publié le 20 juin 2024. https://www.revueconflits.com/les-frontieres-libyennes-nouveau-levier-de-la-strategie-russe-en-afrique-du-nord-et-au-sahel/

[4] **Idem**.

[5]Aomar BAGHZOUZ, **Op.cit,** pp 09-10.

controversés avec le GNA, visant à renforcer ses ambitions énergétiques dans la région.[1]

Par ailleurs, la Turquie semble adopter une approche plus nuancée envers la Libye, notamment après la rencontre récente entre des responsables turcs (Ministre de la Défense, Commandants militaires) et Saddam Haftar, fils de Khalifa Haftar et commandant des forces terrestres de l'Armée Nationale Libyenne. Ce rapprochement pourrait être interprété comme une tentative d'Ankara de diversifier ses alliances en Libye, en cherchant à maintenir des relations avec toutes les factions influentes du pays.[2]

Certains analystes évoquent la possibilité d'un accord entre la Russie et la Turquie, impliquant un échange d'influence entre la Syrie et la Libye. Moscou pourrait chercher à rééquilibrer sa présence militaire dans la région, ce qui ouvrirait la voie à des négociations avec Ankara sur la Libye. Toutefois, d'autres estiment que la Turquie vise avant tout à protéger ses intérêts économiques et stratégiques en Libye, sans nécessairement conclure un accord global avec la Russie.[3]

En somme, bien qu'aucune confirmation officielle n'existe sur une telle transaction, les récents développements suggèrent une reconfiguration des alliances régionales.

La Russie, de son côté, a apporté un soutien décisif à Khalifa Haftar. Par l'intermédiaire du groupe Wagner*, une société militaire privée étroitement liée au Kremlin, Moscou a fourni des mercenaires, des armes sophistiquées et des systèmes de défense aérienne pour soutenir l'ANL.[4] Les objectifs de la Russie en Libye sont doubles : accroître son influence géopolitique en Méditerranée et sécuriser l'accès aux ressources énergétiques du pays, notamment le pétrole. Cette

---

[1] Nora Seni, La Turquie en Libye à l'ère Biden, **Hérodote**, n° 182, La Découverte, 3ème trimestre 2021, pp 150-151.

[2] Ali Bin Musa, "In Engaging the Haftars, Turkiye Makes Pragmatic Shift in Libya", **Middle East Council on Global Affairs**, May 06, 2025. https://mecouncil.org/blog_posts/in-engaging-the-haftars-turkiye-makes-pragmatic-shift-in-libya/

[3] Ali Bin Musa, **Op.cit.**

*__Le Groupe Wagner est une organisation militaire privée russe créée dans les années 2010, opérant comme outil paramilitaire et géopolitique au service des intérêts stratégiques russes. Il intervient dans des zones de conflit en Afrique, au Moyen-Orient et en Europe de l'Est, souvent en dehors du cadre légal international.__

[4] Ferhat Polat, Russia's Policy in Libya from 2011 Onwards, **TRT WORLD Research Centre**, 17 july 2020, pp 04-05.

implication a accentué la militarisation du conflit et rendu les négociations diplomatiques encore plus complexes.[1]

La récente visite de Haftar à Moscou, où il a rencontré le président Vladimir Poutine ainsi que des hauts responsables russes, témoigne de cette dynamique. Les discussions ont porté sur la coopération militaire et la sécurité régionale, avec un accent particulier sur la stabilisation de la Libye et du Moyen-Orient. La Russie, cherchant à consolider son influence en Afrique du Nord, voit en Haftar un partenaire clé pour contrer l'influence occidentale et garantir ses intérêts stratégiques dans la région.[2]

Parallèlement, la situation à Tripoli reste tendue, avec des affrontements sporadiques et une instabilité politique persistante. La présence de mercenaires russes du groupe Wagner dans l'est et le sud de la Libye souligne l'implication directe de Moscou dans le conflit libyen. Cette alliance entre Haftar et la Russie pourrait modifier l'équilibre des forces en Libye, en renforçant la position du maréchal face au gouvernement reconnu par l'ONU à Tripoli. Toutefois, cette coopération suscite des inquiétudes parmi les acteurs internationaux, qui craignent une intensification des tensions et une ingérence accrue de la Russie dans les affaires libyennes. [3]

La France a, quant à elle, adopté une position ambigüe. Officiellement engagée en faveur d'une solution politique sous l'égide des Nations unies, elle a néanmoins été accusée de soutenir Khalifa Haftar, notamment pour défendre ses intérêts économiques dans le sud libyen et contrer l'influence islamiste dans la région.[4] Bien que moins visible que d'autres acteurs, l'implication française reflète ses ambitions stratégiques en Afrique du Nord et au Sahel, où la stabilité libyenne a un impact direct sur la sécurité régionale.

Les États-Unis ont, eux, suivi une approche plus fluctuante. Sous l'administration Trump, Washington a montré un certain désintérêt pour le conflit, avant de soutenir de manière ponctuelle certaines initiatives de paix. Cependant, les États-Unis ont également mené des frappes ciblées contre des groupes

---

[1] **Idem**, p03.

[2] Mahmut Nabi, "Le chef militaire libyen Khalifa Haftar rencontre Vladimir Poutine et des responsables russes à Moscou", **Monde**, Istanbul, 12/05/2025. https://www.aa.com.tr/fr/monde/le-chef-militaire-libyen-khalifa-haftar-rencontre-vladimir-poutine-et-des-responsables-russes-%C3%A0-moscou/3563985

[3] David Kenner, "Russia's ghost ships haunt Libya", **International Consortium of Investigative Journalists**,Washington D.C, USA, March 13, 2025. https://www.icij.org/news/2025/03/russias-ghost-ships-haunt-libya/

[4] Topchubashov Center, **French military actions in Libya**, Special Report, Azerbaijan, July 2020, p06.

terroristes en Libye et surveillent de près l'implication russe, perçue comme une menace croissante dans la région.[1]

En conséquence, le conflit libyen s'est transformé en une véritable guerre par procuration, où les puissances étrangères ont joué un rôle décisif dans l'intensification des affrontements internes. La bataille de Tripoli, en 2019-2020, en est un exemple frappant, avec une utilisation massive de drones fournis par ces puissances, augmentant les pertes humaines et matérielles.[2]

Ces interventions ont non seulement complexifié les dynamiques internes du conflit, mais ont aussi retardé toute solution politique durable. En somme, le conflit en Libye résulte d'une combinaison de facteurs internes - comme l'absence de pouvoir central et la prolifération des armes - et de facteurs externes, notamment les ingérences étrangères. Cette situation met en lumière la difficulté de résoudre un conflit où se mêlent de manière inextricable les intérêts locaux et internationaux.

B)- L'impact des conflits sur la stabilité régionale :

1)- Sécurité transfrontalière :

L'instabilité en Libye continue de représenter une menace majeure pour la sécurité régionale, notamment en raison de la vulnérabilité de ses frontières. Les vastesétendues désertiques situées au sud et à l'est du pays favorisent la circulation des combattants armés, des armes et des trafics illicites, tels que la drogue et la contrebande.

Cependant, les dynamiques géopolitiques ont évolué avec l'émergence de l'Alliance des États du Sahel (AES), regroupant le Mali, le Burkina Faso et le Niger. Cette alliance, qui cherche à renforcer son autonomie face aux puissances occidentales, a intensifié sa coopération avec la Russie. Moscou, en quête d'influence en Afrique, a consolidé ses liens avec ces États en leur fournissant un soutien militaire et économique.[3]

Dans ce contexte, la Libye pourrait devenir un point stratégique dans cette recomposition régionale, avec des implications directes sur la stabilité de ses frontières et la circulation des groupes armés. La coopération entre la Russie et

---

[1] Khaled Mahmoud, **Les Etats-Unis en Libye. Contenir la présence russe à tout prix**, Association Orient XXI, France, 08 juin 2023. https://orientxxi.info/magazine/les-etats-unis-en-libye-contenir-la-presence-russe-a-tout-prix,6508

[2] Saida Haddad, ‘’Une guerre civile sans fin’’, **L'année du Maghreb**, 23/2020, 225-242. https://journals.openedition.org/anneemaghreb/6713

[3] Abdoul Sogodogo, "Alliance des Etats du Sahel : Défis et perspectives", **Friedrich Ebert Stiftung**, Septembre 2024, pp 10-11.

l'AES pourrait également influencer les rapports de force entre les différentes factions libyennes, rendant la situation encore plus complexe.

- **Au Niger** : Plusieurs groupes armés se réapprovisionnent en armes à partir des dépôts militaires libyens abandonnés, ce qui leur permet de perpétrer des attaques violentes contre les populations civiles et les forces de sécurité. Ainsi, les offensives conduites par des factions affiliées à Boko Haram et à l'État islamique se sont intensifiées et multipliées, compromettant sérieusement la stabilité dans la région du Sahel.[1]
- **Au Tchad** : Le sud de la Libye est devenu une base stratégique pour les rebelles tchadiens, comme ceux du Front pour l'alternance et la concorde au Tchad (FACT). En 2021, ces groupes ont lancé des incursions contre le gouvernement tchadien, déclenchant des affrontements armés et aggravant l'instabilité politique dans la région.[2] Ces opérations transfrontalières illustrent clairement la manière dont l'instabilité libyenne déborde au-delà de ses frontières.
- **En Algérie** : L'instabilité persistante en Libye exerce une pression accrue sur la sécurité algérienne, en particulier le long de la frontière, où le trafic d'armes et les infiltrations de groupes armés se multiplient. En réponse, les autorités ont renforcé les dispositifs de sûreté, en intensifiant les patrouilles militaires et en déployant des moyens de surveillance supplémentaires. Par ailleurs, l'afflux d'armements libyens compromet l'efficacité des opérations antiterroristes dans la région.[3]
- **En Tunisie :**La crise libyenne impacte directement la Tunisie sur les plans sécuritaire et économique. La porosité des frontières facilite l'infiltration d'éléments armés et le passage de marchandises illicites, posant de sérieux défis en matière de contrôle migratoire et douanier ; de plus, en mars 2024, le poste frontière de Ras Jedir a été brièvement fermé après des affrontements entre groupes armés et forces de sécurité libyennes, illustrant l'instabilité frontalière qui perturbe les échanges et renforce la pression sur la Tunisie.[4]

---

[1]Conflits Revue de Géopolitique,**Op.cit**.

[2] Thomas Aude, Après Déby : une nouvelle déstabilisation du sud libyen ?,**Note de la FRS,** n°16/2021, 21 mai 2021.
https://www.frstrategie.org/publications/notes/apres-deby-une-nouvelle-destabilisation-sud-libyen-2021

[3]MARGARITA ARREDONDAS, "Les mouvements militaires de Haftar menacent l'Algérie", **Atalayar**, 20 août 2024.
https://www.atalayar.com/fr/articulo/politique/mouvements-militaires-haftar-menacent-lalgerie/20240812111851203995.html

[4]Frida Dahmani, "Entre la Tunisie et la Libye, la question sensible du tracé de la frontière refait surface", **JeuneAfrique,** 25 Novembre 2024.

2)- Flux migratoires et crise humanitaire :

La Libye s'est imposée comme un point de transit clé pour les migrants originaires d'Afrique subsaharienne cherchant à rejoindre l'Europe, souvent au péril de leur vie. Ce phénomène migratoire soulève d'importants défis en matière de gestion des flux et de stabilité régionale.

Les centres de détention libyens, souvent contrôlés par des milices ou des structures informelles, font régulièrement l'objet de critiques en raison de leurs conditions inhumaines.[1] Des milliers de migrants y sont enfermés dans des espaces surpeuplés, exposés à des violences physiques et à des abus systématiques. En 2017, des vidéos largement relayées sur les réseaux sociaux ont révélé des scènes choquantes de ventes aux enchères d'êtres humains, où des migrants étaient réduits en esclavage.[2]Ces images ont suscité une vague d'indignation mondiale, mettant en lumière la détérioration dramatique des droits humains en Libye.

Par ailleurs, ces flux migratoires constituent un défi pour les pays voisins ainsi que pour l'Union européenne. Par exemple, l'arrivée massive de migrants sur les côtes italiennes exerce une forte pression sur les infrastructures locales et sur les ressources dédiées à l'aide humanitaire, compliquant davantage la gestion de cette crise.

3)- Instabilité économique :

Bien que la Libye possède d'importantes réserves de pétrole, les conflits internes ont gravement paralysé son secteur énergétique. Les infrastructures pétrolières, comme les pipelines et les terminaux d'exportation, sont régulièrement prises pour cible lors d'attaques armées ou de mouvements de grève orchestrés par des milices locales.

Par exemple, les champs pétroliers de Sharara et El Feel, situés dans le sud du pays, ont été à plusieurs reprises contraints de fermer à la suite d'attaques armées ou de revendications sociales, perturbant ainsi la production et

---

https://www.jeuneafrique.com/1632251/politique/entre-la-tunisie-et-la-libye-la-question-sensible-du-trace-de-la-frontiere-refait-surface/

[1]Médecins sans frontières, **Libye : l'enfer des centres de détention raconté de l'intérieur,** 7 DÉCEMBRE 2023 - MIS À JOUR LE 20 DÉCEMBRE 2023. HTTPS://WWW.MSF.FR/ACTUALITES/LIBYE-L-ENFER-DES-CENTRES-DE-DETENTION-RACONTE-DE-L-INTERIEUR

[2] ONU Info, **Libye : le chef de l'ONU se dit horrifié par des images vidéo montrant des migrants africains vendus comme esclaves**, 20 novembre 2017. https://news.un.org/fr/story/2017/11/367902

l'approvisionnement énergétique.[1] Ces interruptions ont entraîné des pertes financières significatives pour l'économie libyenne et pour ses partenaires commerciaux.

4)- Répercussions régionales :

Les perturbations de l'approvisionnement en pétrole ont eu des effets directs sur les économies de pays comme l'Italie et la France, fortement dépendants des importations énergétiques libyennes. À l'échelle mondiale, ces interruptions ont également contribué à une hausse des prix du pétrole, exacerbant les tensions économiques dans un contexte global déjà fragile.

En Conclusion ; Les conflits en Libye ont des répercussions profondes sur la stabilité régionale. Qu'il s'agisse des défis liés à la sécurité transfrontalière, des flux migratoires ou de l'instabilité économique, les conséquences de l'instabilité libyenne dépassent largement ses frontières. Cette situation met en évidence l'urgence de trouver une solution politique durable et de renforcer la coopération internationale pour rétablir la paix et la stabilité dans le pays.

C)- Les défis de la reconstruction nationale en Libye :

1)- Réconciliation nationale :

La réconciliation nationale constitue un pilier central des efforts de reconstruction en Libye, car elle est essentielle pour instaurer une stabilité durable. Le processus de dialogue interlibyen, organisé à Skhirat, au Maroc, en 2015,[2] a initialement été perçu comme une avancée prometteuse. Facilitée par l'envoyé spécial des Nations unies Bernardino León, puis par son successeur Martin Kobler, cette initiative a abouti à la formation du Gouvernement d'union nationale (GNA) sous l'égide de l'ONU.

Cependant, le cadre des négociations à Skhirat s'est révélé insuffisant, en partie en raison des ambitions géopolitiques sous-jacentes du Maroc, qui semblaient davantage orientées vers la promotion de ses propres intérêts stratégiques que vers une réelle réconciliation libyenne.[3] Ces intentions, combinées aux tensions persistantes entre les factions de l'ouest et de l'est du pays – notamment entre le GNA basé à Tripoli et l'Armée nationale libyenne (ANL)

---

[1]Luca BACCARINI, Philippe COPINSCHI, Manfred HAFNER, Nour HEDJAZI et Pierre LABOUÉ, "Les enjeux énergétiques en Afrique du Nord : Algérie, Libye, Égypte, Observatoire de la sécurité des flux et des matières énergétiques", **l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS),** rapport n°8, juin 2021, p52.

[2] UN News, **Un nouveau cycle de dialogue inter-libyen a commencé au Maroc, alors que le processus entre dans sa phase finale,** Afrique Renouveau. https://www.un.org/africarenewal/fr/derni%C3%A8re-heure/un-nouveau-cycle-de-dialogue-inter-libyen-commenc%C3%A9-au-maroc-alors-que-le-processus

[3]Aomar BAGHZOUZ, **Op.cit,** p10.

dirigée par le général Khalifa Haftar – ont mis en lumière les limites structurelles de cet accord, rendant difficile tout progrès vers une paix durable.

Certains observateurs estiment que l'approche marocaine visait davantage à renforcer sa position géopolitique qu'à promouvoir une véritable réconciliation. Le caractère jugé « excluant » de ces discussions a alimenté les divisions, en écartant certains acteurs clés du processus politique, limitant ainsi l'impact de ces accords.[1]

Par ailleurs, les critiques à l'encontre du Maroc pointent une approche sélective et biaisée, interprétée comme un effort pour sécuriser une influence stratégique dans les affaires libyennes, plutôt que pour encourager une réconciliation inclusive et durable. Cette dynamique a accentué les clivages et renforcé l'impasse politique actuelle en Libye.

Les Nations unies ont joué un rôle clé dans la facilitation des négociations à travers la Mission d'appui des Nations unies en Libye (MANUL). Sous la direction de ses divers responsables, la MANUL a organisé des consultations inclusives, soutenu les efforts de transition politique et encouragé le désarmement des milices. Néanmoins, ces initiatives ont souvent été entravées par des rivalités internationales et une méfiance profonde entre les parties prenantes libyennes.[2]

La succession des envoyés onusiens, dont Jan Kubis et Stephanie Williams, illustre la difficulté de cette médiation.[3] Chaque étape a mis en lumière les intérêts divergents des puissances étrangères et leur influence sur les factions libyennes. Cette intrication entre ambitions internationales et dynamiques internes demeure un obstacle majeur à la stabilité du pays. Elle souligne la nécessité d'une approche plus coordonnée et inclusive pour parvenir à une paix durable et unifiée.

Parallèlement, l'Union africaine a multiplié les initiatives pour soutenir le processus de réconciliation en Libye. À travers des rencontres régionales, telles que celles orchestrées par le Comité de haut niveau de l'Union africaine sur la Libye, elle a cherché à renforcer l'implication des acteurs africains dans la

---

[1] **Libye : entre sortie de crise et tentation du statu quo ;** Rapport d'information n° 605 (2017-2018), déposé le 27 juin 2018.
https://www.senat.fr/rap/r17-605/r17-6056.html

[2] Nations Unies, **Le Conseil de sécurité proroge pour trois mois le mandat de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL),** 31 octobre 2024.
https://press.un.org/fr/2024/cs15881.doc.htm

[3]JOSÉ MARÍA MARTÍN, Antonio Guterres a nommé la diplomate américaine en remplacement de Jan Kubis : **Stephanie Williams, nouvelle chargée de médiation de l'ONU en Libye,** Atalayar entre deux rives, Espagne, mis à jour le 07/12/2021. https://www.atalayar.com/fr/articulo/politique/stephanie-williams-nouvelle-chargee-mediation-lonu-libye/20211207094532154096.html

recherche de la paix. Des résolutions spécifiques ont également été adoptées, mettant l'accent sur la nécessité d'un dialogue inclusif et d'un cessez-le-feu durable. Ces actions reflètent la reconnaissance du lien étroit entre la stabilité de la Libye et la sécurité, ainsi que le développement global du continent africain.[1]

Parallèlement, les initiatives locales, à l'instar des comités de réconciliation établis à Sabha dans le Fezzan, soulignent la nécessité d'un processus de paix à la fois national et communautaire. L'instauration de mécanismes de justice transitionnelle, calqués sur des modèles tels que la Commission vérité et réconciliation sud-africaine post-apartheid, pourrait s'avérer déterminante pour intégrer les diverses factions au sein d'un même cadre institutionnel durable.[2]

En définitive, la réussite de la réconciliation nationale en Libye repose sur une synergie efficace entre les initiatives internationales, régionales et locales. La coordination entre les Nations unies, l'Union africaine et les acteurs libyens est essentielle pour construire une paix durable et rétablir un État unifié et fonctionnel.

2)- L'approche algérienne face à la crise libyenne : Un dialogue inclusif et une solution souveraine sans ingérences étrangères

L'Algérie a adopté une approche discrète mais essentielle dans la gestion de la crise libyenne. Le président Abdelmadjid Tebboune a régulièrement affirmé que la réconciliation nationale, fondée sur un dialogue entre les Libyens eux-mêmes, devait être la priorité.[3] Il a souligné, à plusieurs reprises, l'importance de créer les conditions nécessaires à l'organisation d'élections libres et transparentes, tout en rejetant toute forme d'ingérence étrangère. Cette position met en avant la nécessité d'un dialogue inclusif et intra-libyen, soutenu par les pays voisins, pour restaurer l'unité nationale et assurer une transition politique durable.

Tebboune a également mis en lumière l'engagement de l'Algérie en faveur d'une approche inclusive, insistant sur le respect de la souveraineté de la Libye. Selon lui, il revient principalement aux pays voisins de jouer un rôle de soutien dans le processus de stabilisation, en évitant les ingérences extérieures et les

---

[1]African Union, **Sommet du Comité de Haut Niveau de l'Union Africaine sur la Libye : l'Appel de Brazzaville pour l'Accélération du Processus de Paix et de Réconciliation en Libye**, République Du Congo, Brazzaville, 5 Février 2024.
https://www.peaceau.org/fr/article/sommet-du-comite-de-haut-niveau-de-l-union-africaine-sur-la-libye-l-appel-de-brazzaville-pour-l-acceleration-du-processus-de-paix-et-de-reconciliation-en-libye-republique-du-congo-brazzaville-5-fevrier-2024

[2]**The International Commission of Jurists (ICJ),**"Libya: An opportunity for accountability and justice : A commentary on Libya's Draft Reconciliation Law, Switzerland", june 2024, p10.

[3]Radio Algérienne, **Le Président Tebboune : L'optimisme est de mise en Libye en dépit de la crise**, 18/02/2023.
https://news.radioalgerie.dz/fr/node/21901

agendas imposés par des puissances étrangères. Cette vision repose sur l'idée que seule une solution portée par les Libyens eux-mêmes peut garantir une paix durable et équitable.[1]

3)- Désarmement et réintégration :

Le désarmement des milices est l'un des défis les plus urgents pour la Libye. Avec des milliers de groupes armés actifs dans le pays, leur démobilisation et leur réintégration dans la société civile sont indispensables pour rétablir un climat de sécurité.

Des expériences internationales peuvent servir d'exemples inspirants. En Sierra Leone, le programme de Démobilisation, Désarmement et Réintégration (DDR) a permis à de nombreux anciens combattants de réintégrer la société grâce à une formation professionnelle et un accompagnement psychologique.[2]

En Libye, de telles initiatives doivent être adaptées aux réalités locales, notamment à la diversité des alliances et des identités tribales.

Une coordination internationale est essentielle pour relever ce défi. Sous l'égide des Nations unies, la création d'un fonds spécial dédié à la réintégration des anciens combattants pourrait inciter ces derniers à déposer les armes en échange d'opportunités économiques concrètes.

4)- Reconstruction économique :

Malgré ses ressources naturelles abondantes, notamment en pétrole, l'économie libyenne est paralysée par les conflits. La relance du secteur pétrolier est cruciale, mais elle doit s'accompagner d'une répartition équitable des revenus pour éviter de nouveaux affrontements.

Un exemple notable est celui de la Norvège, où un fonds souverain gère les revenus pétroliers avec transparence et en vue d'un développement durable. Ce modèle pourrait inspirer la Libye à instaurer un système garantissant une distribution équitable des ressources entre les différentes régions.[3]

En parallèle, la diversification de l'économie libyenne est indispensable pour réduire sa dépendance au pétrole. Investir dans des secteurs tels que

---

[1] **Idem.**

[2]Christiana Solomon and Jeremy Ginifer, Disarmament, **Demobilisation and Reintegration in Sierra Leone Case Study**, Center for International Cooperation and Security, University of Bradford, July 2008, pp 02-03.

[3]Entretien avec **Jensen, Siv**, Norvège : exemple d'un fonds souverain éthique. Publié dansPolitique Internationale, dossier spécialInvestissement responsable : **l'essor**, n° 162, hiver 2019.
https://politiqueinternationale.com/revue/n162-investissement-responsable-lessor/dossier-special/norvege-exemple-dun-fonds-souverain-ethique

l'agriculture, les énergies renouvelables et les infrastructures pourrait générer des emplois, améliorer les conditions de vie et stabiliser durablement l'économie.

5)- Implication régionale et internationale :

La stabilisation de la Libye nécessite une coopération étroite entre les acteurs régionaux et internationaux, avec un rôle central pour l'Union africaine, qui facilite les dialogues entre les parties en conflit et promeut des solutions africaines aux défis libyens, tandis que l'Union européenne pourrait compléter ces efforts par un soutien financier et technique.

La Mission de soutien des Nations unies en Libye (UNSMIL) reste un acteur central dans ce processus. Cependant, son efficacité dépend d'un engagement réel des pays voisins, tels que l'Égypte et la Tunisie, pour contrôler les flux transfrontaliers. Par exemple, un accord trilatéral entre la Libye, le Niger et le Tchad pour sécuriser les frontières pourrait limiter les déplacements d'armes et de combattants.[1]

En conclusion, les défis liés à la reconstruction nationale en Libye sont à la fois nombreux et complexes. La réconciliation nationale, le désarmement, la relance économique et l'implication internationale forment les piliers essentiels pour la stabilisation du pays. Un engagement coordonné et soutenu de toutes les parties prenantes est indispensable pour garantir une paix durable et redonner à la Libye sa souveraineté et sa prospérité.

6- Scénarios géopolitiques et rivalités internationales en Libye :

La Libye est devenue un théâtre stratégique dans les luttes d'influence entre grandes puissances, exacerbé par les transformations régionales comme la consolidation du rôle russe en Syrie. La Russie, forte de sa base de Tartous, pourrait chercher à renforcer sa présence en Méditerranée occidentale via la Libye, redéfinissant ainsi les équilibres géopolitiques au Moyen-Orient et en Afrique du Nord.

Parallèlement, les rivalités entre les puissances occidentales (États-Unis, France, Italie) aggravent la complexité de la crise. Ces compétitions pour le contrôle des ressources et des dynamiques politiques en Libye illustrent un effort global pour redessiner les zones d'influence dans la région.

L'avenir libyen pourrait évoluer selon différents scénarios, allant du maintien de la fragmentation actuelle à une reconstruction nationale autonome soutenue par une réconciliation inclusive et une réduction des ingérences étrangères.

---

[1]MARGARITA ARREDONDAS, L'armée libyenne attaque des bandes armées à la frontière tchadienne, **Antalayar**, 20 août 2024. https://www.atalayar.com/fr/articulo/politique/larmee-libyenne-attaque-des-bandes-armees-frontiere-tchadienne/20240820190000204290.amp.html

1. **Maintien de la fragmentation** : Les ingérences étrangères et les divisions internes continueraient, entraînant une partition de facto en zones d'influence.
2. **Unité fragile sous tutelle internationale** : Une médiation renforcée pourrait aboutir à un consensus temporaire, mais vulnérable aux rivalités étrangères.
3. **Consolidation de l'influence russe** : La Russie pourrait solidifier sa présence en Libye, transformant le pays en un pivot stratégique en Méditerranée.
4. **Reconstruction nationale autonome** : Ce scénario nécessiterait une réconciliation inclusive et un désengagement des puissances étrangères, soutenus par les efforts régionaux, notamment de l'Algérie.

Ces scénarios mettent en lumière la nécessité d'une solution concertée qui privilégie avant tout les intérêts du peuple libyen.

Conclusion :

La reconstruction de la Libye est un défi multidimensionnel, exigeant une approche holistique combinant efforts internes et coopération internationale. Depuis la chute de Mouammar Kadhafi en 2011, le pays est plongé dans un chaos exacerbé par des divisions internes profondes et des ingérences étrangères. Cette instabilité a des répercussions non seulement en Libye, mais aussi sur l'ensemble de la région du Sahel et de la Méditerranée.

Les priorités pour une reconstruction durable en Libye incluent la réconciliation nationale, le désarmement des milices, l'instauration d'une gouvernance équitable et la relance économique, soutenues par une coopération internationale coordonnée.

1. **Réconciliation nationale** : Un dialogue inclusif entre les factions libyennes est indispensable. Des mécanismes comme la justice transitionnelle, inspirés de modèles comme l'Afrique du Sud post-apartheid, pourraient favoriser une paix durable.
2. **Désarmement et réintégration** : Les programmes de Démobilisation, Désarmement et Réintégration (DDR), adaptés au contexte local, sont essentiels pour réduire l'influence des milices. L'exemple de la Sierra Leone montre que de telles initiatives peuvent réussir si elles sont bien conçues et soutenues.
3. **Relance économique** : La gestion équitable et transparente des revenus pétroliers, selon des modèles comme celui de la Norvège, est cruciale. En outre, une diversification économique dans les secteurs de l'agriculture, des

énergies renouvelables et des infrastructures est nécessaire pour créer des emplois et stabiliser durablement l'économie.

4. **Implication régionale et internationale** : L'Union africaine, l'Union européenne et les Nations unies doivent coordonner leurs efforts pour renforcer les institutions libyennes tout en respectant la souveraineté du pays. Les pays voisins, comme la Tunisie, le Niger et le Tchad, doivent également collaborer pour sécuriser les frontières et réduire les trafics illicites.
5. **Réduction des ingérences étrangères** : Les puissances étrangères doivent abandonner les agendas concurrents qui exacerbent les tensions internes. Une médiation équilibrée et respectueuse des intérêts libyens est indispensable.

En conclusion, la stabilisation de la Libye est un enjeu crucial pour la sécurité régionale et internationale. Une Libye stable et prospère pourrait devenir un modèle de résilience post-conflit et contribuer à la stabilité de toute la région. La clé réside dans une approche inclusive, équitable et respectueuse des réalités locales, soutenue par un engagement international durable.

Liste des références :

Périodiques :

- BACCARINI Luca, COPINSCHI Philippe , HAFNER Manfred , HEDJAZI Nour et LABOUÉPierre ,LES ENJEUX ÉNERGÉTIQUES EN AFRIQUE DU NORD : ALGÉRIE, L IBYE, ÉGYPTE,Observatoire de la sécurité des fluxet des matières énergétiques, **l'Institut des relations internationales et stratégiques (IRIS**), RAPPORT N°8 – Juin 2021.
- BAGHZOUZ Aomar, "Géopolitique de la crise libyenne: Enjeux, stratégies et prospective", **STRATEGIA**,N° 17 premier semestre 2022.
- Polat Ferhat, Russia's Policy in Libya from 2011 Onwards, **TRT WORLD Research Centre**.
- Seni Nora, La Turquie en Libye à l'ère Biden, **Hérodote**, n° 182, La Découverte, 3ème trimestre 2021.
- Sogodogo Abdoul, "Alliance des Etats du Sahel : Défis et perspectives", **Friedrich Ebert Stiftung**, Septembre 2024.
- Solomon Christiana and Ginifer Jeremy, Disarmament, **Demobilisation and Reintegration in Sierra Leone Case Study**, Center for International Cooperation and Security, University of Bradford, July 2008.
- The International Commission of Jurists (ICJ),**"Libya: An opportunity for accountability and justice : A commentary on Libya's Draft Reconciliation Law**, Switzerland", june 2024.
- Topchubashov Center, **French military actions in Libya**, Special Report, Azerbaijan, July 2020.

La reconstruction en Libye : Impact des conflits et transformations géopolitiques sur la stabilité régionale

---

Sites Web :

- African Union, Sommet du Comité de Haut Niveau de l'Union Africaine sur la Libye : l'Appel de Brazzaville pour l'Accélération du Processus de Paix et de Réconciliation en Libye, République Du Congo, Brazzaville, 5 Février 2024. https://www.peaceau.org/fr/article/sommet-du-comite-de-haut-niveau-de-l-union-africaine-sur-la-libye-l-appel-de-brazzaville-pour-l-acceleration-du-processus-de-paix-et-de-reconciliation-en-libye-republique-du-congo-brazzaville-5-fevrier-2024
- ARREDONDAS MARGARITA , L'armée libyenne attaque des bandes armées à la frontière tchadienne, **Antalayar**, 20 août 2024. https://www.atalayar.com/fr/articulo/politique/larmee-libyenne-attaque-des-bandes-armees-frontiere-tchadienne/20240820190000204290.amp.html
- Arredondas MARGARITA, "Les mouvements militaires de Haftar menacent l'Algérie", **Atalayar**, 20 août 2024. https://www.atalayar.com/fr/articulo/politique/mouvements-militaires-haftar-menacent-lalgerie/20240812111851203995.html
- Aude Thomas,Après Déby : une nouvelle déstabilisation du sud libyen ?,**Note de la FRS** n°16/2021, 21 mai 2021. https://www.frstrategie.org/publications/notes/apres-deby-une-nouvelle-destabilisation-sud-libyen-2021
- Bin Musa Ali, "In Engaging the Haftars, Turkiye Makes Pragmatic Shift in Libya", **Middle East Council on Global Affairs**, May 06, 2025. https://mecouncil.org/blog_posts/in-engaging-the-haftars-turkiye-makes-pragmatic-shift-in-libya/
- **Conflits Revue de Géopolitique,**"Les frontières libyennes : nouveau levier de la stratégie russe en Afrique du Nord et au Sahel", publié le 20 juin 2024. https://www.revueconflits.com/les-frontieres-libyennes-nouveau-levier-de-la-strategie-russe-en-afrique-du-nord-et-au-sahel/
- Dahmani Frida, "Entre la Tunisie et la Libye, la question sensible du tracé de la frontière refait surface", **JeuneAfrique,** 25 Novembre 2024. https://www.jeuneafrique.com/1632251/politique/entre-la-tunisie-et-la-libye-la-question-sensible-du-trace-de-la-frontiere-refait-surface/
- Entretien avec **Jensen, Siv**, Norvège : exemple d'un fonds souverain éthique. Publié dansPolitique Internationale, dossier spécialInvestissement responsable : **l'essor**, n° 162, hiver 2019. https://politiqueinternationale.com/revue/n162-investissement-responsable-lessor/dossier-special/norvege-exemple-dun-fonds-souverain-ethique
- Forces Operations Blog, **Les armes Libyennes alimentent le conflit au Sahel**, 2021. https://www.forcesoperations.com/amp/les-armes-libyennes-alimentent-le-conflit-au-sahel/
- Haddad Saida, ''Une guerre civile sans fin'', **L'année du Maghreb**, 23/2020, 225-242. https://journals.openedition.org/anneemaghreb/6713
- Kenner David, "Russia's ghost ships haunt Libya", **International Consortium of Investigative Journalists**,Washington D.C, USA, March 13, 2025. https://www.icij.org/news/2025/03/russias-ghost-ships-haunt-libya/
- **Libye : entre sortie de crise et tentation du statu quo ;** Rapport d'information n° 605 (2017-2018), déposé le 27 juin 2018.https://www.senat.fr/rap/r17-605/r17-6056.html

- Mahmoud Khaled, **Les Etats-Unis en Libye. Contenir la présence russe à tout prix**, Association Orient XXI, France, 08 juin 2023. https://orientxxi.info/magazine/les-etats-unis-en-libye-contenir-la-presence-russe-a-tout-prix,6508
- MARTÍNJOSÉ MARÍA , Antonio Guterres a nommé la diplomate américaine en remplacement de Jan Kubis : **Stephanie Williams, nouvelle chargée de médiation de l'ONU en Libye,** Atalayar entre deux rives, Espagne, mis à jour le 07/12/2021.
https://www.atalayar.com/fr/articulo/politique/stephanie-williams-nouvelle-chargee-mediation-lonu-libye/20211207094532154096.html
- Médecins sans frontières, **Libye : l'enfer des centres de détention raconté de l'intérieur,** 7 DÉCEMBRE 2023 - MIS À JOUR LE 20 DÉCEMBRE 2023.
HTTPS://WWW.MSF.FR/ACTUALITES/LIBYE-L-ENFER-DES-CENTRES-DE-DETENTION-RACONTE-DE-L-INTERIEUR
- Moisseron Jean-Yves et BelalimatNadia, L'après-Kadhafi : nouveaux défis en Libye et au Sahel, p73-p90, **Open Edition Books**.
https://books.openedition.org/editionscnrs/22854?lang=fr
- Nabi Mahmut, "Le chef militaire libyen Khalifa Haftar rencontre Vladimir Poutine et des responsables russes à Moscou", **Monde**, Istanbul, 12/05/2025.
https://www.aa.com.tr/fr/monde/le-chef-militaire-libyen-khalifa-haftar-rencontre-vladimir-poutine-et-des-responsables-russes-%C3%A0-moscou/3563985
- Nations Unies, **Le Conseil de sécurité proroge pour trois mois le mandat de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL),** 31 octobre 2024.
https://press.un.org/fr/2024/cs15881.doc.htm
- ONU Info, **Libye : le chef de l'ONU se dit horrifié par des images vidéo montrant des migrants africains vendus comme esclaves**, 20 novembre 2017.
https://news.un.org/fr/story/2017/11/367902
- Radio Algérienne, **Le Président Tebboune : L'optimisme est de mise en Libye en dépit de la crise**, 18/02/2023.
https://news.radioalgerie.dz/fr/node/21901
- UN News, **Un nouveau cycle de dialogue inter-libyen a commencé au Maroc, alors que le processus entre dans sa phase finale,** Afrique Renouveau.
https://www.un.org/africarenewal/fr/derni%C3%A8re-heure/un-nouveau-cycle-de-dialogue-inter-libyen-commenc%C3%A9-au-maroc-alors-que-le-processus